

FONCTIONNEMENT DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

L'État n'abandonnera pas ses prérogatives,
selon Amara Benyounès

C'est un nict que le ministre du Commerce oppose aux partisans de l'autonomie des Chambres de commerce et d'industrie (CCI) par rapport à la tutelle administrative. «Il est hors de question que l'Etat abandonne ses prérogatives» au sein des CCI et de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), affirmait hier à l'hôtel El Aurassi Amara Benyounès.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Intervenant lors de l'assemblée générale ordinaire de la CACI, la première après la mise en place des nouvelles instances élues des 48 CCI et de la CACI, le ministre du Commerce a précisé que cette chambre «n'est pas une organisation patronale mais une organisation mixte qui regroupe l'Etat, les commerçants et les industriels».

Certes, les pouvoirs publics sont disposés à «aller plus loin» dans le renforcement de ces Chambres, relève Amara Benyounès qui estime également qu'«il faut ouvrir le chantier de la

réforme des statuts» des CCI et de la CACI. Répondant aux desiderata des membres de ces instances, il assure être «prêt» à ouvrir ce chantier.

Rétif toutefois à une quelconque autonomie de ces Chambres par rapport à l'intervention administrative, le ministre du Commerce a considéré que la CACI fonctionne selon «des règles» qu'il s'agit de respecter et de ne pas transgresser.

Considérant aussi que le renouvellement des Chambres de commerce et d'industrie s'est effectué dans le cadre d'une «élection libre, démocratique», Amara



Amara Benyounès.

Benyounès estimera néanmoins que les commissions qui ont été installées doivent «travailler» et que les chambres doivent jouer leur rôle de «locomotives».

Une réforme des statuts qui est «impérative», à même de permettre à ces instances d'être «plus réactives, plus offensives», affir-

mait auparavant le nouveau président de la CACI, Mohamed Laïd Benamor.

Une assertion que nombre de présidents de CCI ont appuyée, notamment le président réélu de la CCI Mezghenna- Alger, Mustapha Korichi, qui évoquera la nécessité d'effectuer des «réformes» statu-

taires et non «des réformes». Selon le responsable de la Chambre d'Alger qui considère obsolètes les statuts actuels, il s'agit de permettre aux élus d'exercer des responsabilités directes, d'assurer une meilleure coordination entre les 48 CCI et la CACI, de développer une plus grande représentativité des CCI, notamment les plus importantes, dans le conseil de la CACI....

Cela étant, tant la CACI que les CCI sont assurées du soutien du Forum des chefs d'entreprises (FCE), assurera le nouveau président de cette association patronale, Ali Haddad, qui a participé à cette assemblée générale.

Ainsi, il prônera la «refonte de l'organisation, des statuts» et la consolidation des moyens d'actions (en termes de financement notamment) de la CACI et des CCI dont il considérera le rôle «précieux» dans le processus de transformation de l'économie nationale, de reconquête du marché intérieur et d'insertion dans l'économie mondiale.

C. B.

DÉVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION

Benyounès évoque des
mécanismes plus efficaces

«L'Etat est souverain en matière de commerce extérieur. Personne ne nous dicte notre politique d'importation» et d'exportation, déclarait hier le ministre du Commerce. Amara Benyounès a tenu ainsi à lever toute équivoque quant à l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), assurant que l'Algérie «a les moyens de négocier», sans nuire à ses intérêts, tout en «y allant à son rythme». Et dans la mesure où l'économie algérienne «ne peut rester isolée», il considérera que l'adhésion à l'organisation multilatérale contribuera à une meilleure défense de la production nationale, confortera la dynamique entrepreneuriale notamment à l'exportation. En ce sens, Amara Benyounès estimera opportun de booster le développe-

ment des exportations. «Nous devons mettre en place des mécanismes plus efficaces» pour aider l'entreprise algérienne à se développer à l'international, dira-t-il, déplorant au demeurant l'absence de «professionnels» dans le domaine de l'exportation, le déficit d'«offre» mais aussi de l'importation. A ce propos, le ministre du Commerce précise que 62% des importations algériennes sont constituées de biens d'équipement et de matières premières et que l'essentiel de la facture alimentaire porte sur des produits de base nécessaires. «Nous ne sommes pas en train de gaspiller», observe Amara Benyounès qui constate que les importations de biens dits de luxe ne représentent qu'une part très minime.

C. B.

FACTURE DU MÉDICAMENT

Les praticiens appelés
à rationaliser les prescriptions

Face à l'augmentation incessante de la facture du médicament, le ministère de la Santé tente de réagir. Le département de Boudiaf sensibilise les praticiens afin qu'ils rationalisent la prescription des médicaments, notamment les molécules chèrement acquises. Le module lié à la pharmacologie et aux bonnes pratiques de prescription sera, quant à lui, révisé.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Les praticiens sont appelés à ne prescrire les molécules chèrement payées que si leur intérêt thérapeutique est réellement avéré. Le ministère de la Santé les appelle à prendre les décisions dans un cadre de concertation afin de rationaliser les dépenses. Le directeur général de la pharmacie et des équipements au ministère de la Santé indiquait, hier, sur les ondes de la Chaîne III, que son département comptait sensibiliser le corps médical mais également agir sur la formation des praticiens à la base. Ces derniers ainsi que les doyens de facultés de médecine vont être invités à réviser le module lié à la pharmacologie, l'éthique et aux bonnes pratiques de prescription pour renforcer l'usage rationnel du médicament. Le D^r Hammou Hafed, qui évoquait la facture du médicament, expliquait qu'il était logique qu'elle augmente au regard de l'augmentation des maladies non transmissibles. A leur tête, le cancer dont le traitement nécessite des molécules très chères. Il ajoute que la nomenclature des médicaments est «dynamique» et que l'arrivée sur le marché de nouvelles molécules en fonction des avancées scientifiques favorise également la haus-



Photo : D. R.

Les praticiens sont interpellés quant à la rationalisation des prescriptions.

se de la facture. Pas étonnant, dit-il, que cette tendance se maintienne si la prévention primaire du cancer est effectivement mise en place. La découverte de nouveaux cas entraînera nécessairement l'augmentation du volume de médicaments nécessaire au traitement.

Il faut prévoir une augmentation de la facture grâce à la prévention primaire. Le ministère de la Santé tente néanmoins de maîtriser la consommation des médicaments qui sont fabriqués localement à hauteur de 40%. Pourquoi l'agence du médicament tarde à voir le jour ? Hammou Hafed répond qu'un décret est toujours en cours d'élaboration. Il affirme que cet organe ne viendra pas piétiner sur les prérogatives du comité de liaison dont la création vient d'être décidée. L'invité de la rédaction explique que l'agence du médicament est un organe technique créé pour s'occuper des aspects de suivi de la pharmacovigilance et de l'enregistrement. Le comité

de liaison pour sa part aura la lourde tâche de «booster» la production locale. Il s'agit d'un groupe de travail interministériel pour arriver à maîtriser le marché du médicament et améliorer les mesures d'incitation en faveur des producteurs. Hammou Hafed se félicite de l'inexistence d'opérateurs ne faisant que de l'importation. Tous les intervenants, dit-il, font de la fabrication. Ils sont 48 producteurs avec 75 unités de production opérationnelles à tenter de relever le défi de l'augmentation de la production locale. Questionné sur les modalités d'enregistrement des médicaments, le directeur général de la pharmacie a affirmé que des instructions avaient été données pour peaufiner la liste des médicaments essentiels. L'enregistrement, assure-t-il, se fait en toute «transparence» et les décisions sont prises en fonction du service médical rendu par le médicament faisant l'objet d'une demande d'enregistrement.

N. I.

23 AUTEURS DE DÉPASSEMENTS
LORS DE LA MARCHÉ SALAFISTE
DEVAIENT ÊTRE JUGÉS HIERLe procès renvoyé
au 3 février

Alger, 20 janvier 2015. Tribunal Sidi-M'hamed. Il est à peine midi. La juge reporte au 3 février le procès des 23 mis en cause dans les dépassements qui ont caractérisé la marche salafiste, vendredi dernier. Familles et amis des accusés s'écrient au fond de la salle : «Voilà qu'on emprisonne ceux qui soutiennent le Prophète.»

Et pourtant, plusieurs parmi eux, et selon les griefs retenus, ont été pris en flagrant délit de saccager des biens publics et privés. D'autres, profitant des échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre, ont agressé à l'arme blanche des citoyens de passage. Plusieurs victimes étaient d'ailleurs présentes, et le report du procès a été fait sur leur demande. Des 23 mis en cause, 12 sont en détention à la prison d'El Harrach, des jeunes pour la plupart, entre la vingtaine et la trentaine, dont certains sont des repris de justice. Au moment de la levée de l'audience, des membres de leurs familles essayent de les approcher à la barre pendant que les policiers tentent de les en empêcher. Un des détenus lance à sa mère : «Apporte-moi des chaussures, un survêtement et des cigarettes.»

A la sortie de la salle, les manifestations de colère fusent de partout. Pour leurs familles, ils ne devraient pas être mis en prison parce qu'ils ont «marché pour le Prophète».

Mehdi Mehenni